

IMPOSANT SIT-IN DES ANCIENS CONTRACTUELS ET INVALIDES DE L'ARMÉE

Les ratés de la réconciliation

Les anciens contractuels de l'Armée nationale populaire, blessés durant la lutte antiterroriste ou radiés pour des raisons disciplinaires, se sont rassemblés hier à Alger pour «bénéficier comme les terroristes des mesures de la réconciliation nationale». Venus des quatre coins du pays, ils étaient quelques centaines, mal organisés — il est vrai —, mais ils ont réussi à faire entendre leurs voix à Alger.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Chassés manu militari par la police anti-émeute des alentours du ministère de l'Intérieur auquel ils se sont adressés dans un premier temps pour remettre une plateforme de revendications comme cela était prévu,

puisqu'on leur a promis, selon leurs dires, de recevoir des délégués, les militaires en colère ont pris refuge en ville, place Emir Abdelkader.

Et par des «ana joundi weld saf, weld sahra wel'badouia, harabna el irhab, aâtiwna hakna ! (Je

suis un soldat, fils du Sahara et de la bédouine, j'ai combattu le terrorisme, rendez-moi mes droits)», slogan ayant fortement retenti au centre-ville, en face de l'annexe du Conseil de la nation, ils ont fait entendre leurs voix. Devant les regards médusés des passants et aussi des uniformes bleus qui bouclaient la place Emir Abdelkader.

«On m'a radié parce que je me suis absenté pour aller voir ma mère hospitalisée à Aïn-Naâdja, à l'hôpital militaire. On m'a radié après huit ans passés sur les premières lignes de lutte antiterroriste et, maintenant, les terroristes jouissent de leurs droits et moi, comme mon casier judiciaire est chargé d'un juge-

ment du tribunal militaire, je ne peux même pas prétendre à un emploi», un ancien gendarme. Leur plateforme de revendications comporte une vingtaine de points. Hier, jusqu'en fin d'après-midi, les protestataires n'avaient pas quitté la place Emir-Abdelkader malgré le fait que la police, ayant intervenu pour les chasser du carrefour en face du ministère de la Défense aux Tagarins, ait embarqué pas mal d'entre eux à la gare routière du Caroubier, lesquels ont regagné le centre-ville par la suite. Ils étaient déterminés à passer la nuit là-bas, jusqu'à avoir une réponse concrète à leurs revendications.

L. H.



Les militaires en colère se sont rassemblés à la place Émir Abdelkader.

Photo : Samir Sid

LES TRAVAILLEURS DES COMMUNES POURSUIVENT LEUR GRÈVE

Le SNAPAP dénonce un «travail de sape» de l'UGTA

La grève des travailleurs des communes, lancée sous l'égide du Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap), se poursuit.

Selon un bilan du Conseil national des fonctionnaires des communes (CNFC), affilié au Snapap, les travailleurs ont fortement adhéré au mouvement de débrayage, avec un taux de participation de 85% sur 1 200 communes, au 8^e jour du mouvement. Pour autant, les contestataires ne manquent pas de dénoncer les pressions de l'administration et les actes d'intimidation exercées à leur encontre. Mais aussi le travail de sape exercé par des travailleurs affiliés à l'UGTA dans certaines communes, visant à déstabiliser l'action revendicative au service d'intérêts personnels.

Appelant les travailleurs à la vigilance, le CNFC invite les communes à faire le point de situation sur la grève, à l'ordre du jour de la réunion prévue le vendredi 20 mai à 10h à la Maison des syndicats, à Dar El Beida (Alger).

C. B.

Sadek Bouguettaya nous écrit

Conformément au droit de réponse à travers la presse, le quotidien algérien *Le Soir d'Algérie* dans l'édition du 11 mai 2011, en page 3, a rapporté les déclarations de M. Hama Chouchène à propos de la participation du FLN au récent rassemblement des tribus libyennes, en particulier M. Bouguettaya Sadek, membre du comité central, participant au nom du FLN.

A propos des divagations de M. Hama Chouchène, qui vient de se réveiller du long coma dans dans lequel il était plongé depuis 1988, depuis cette date, il ne s'est pas signalé par une prise de position d'honneur en faveur de l'Algérie ou du parti du Front de libération nationale, où il était fonctionnaire chargé du fichier. Mettant à profit cette fonction, il ne s'est pas privé de porter atteinte à la probité des cadres et militants du FLN.

Voilà que s'étant endormi durant une éternité, il se met à cracher une vomissure pestilentielle exécrable et haineuse, lui qui se remet à nouveau dans la spécialité de profaner les tombes, où il ne manquera pas de s'engloutir.

Du coup, M. Chouchène Hama s'est révélé un éminent politique maîtrisant les questions internationales et régionales. Hélas, pour lui, je reste, pour ma part, convaincu qu'un voile épais enveloppe sa pensée, ne lui permettant pas de discerner et d'apprécier à sa juste mesure la position du parti du FLN, qui rejette l'hostilité et l'agression colonialiste où que ce soit, et pour quelque titre que ce soit, contre les peuples. C'est cela le parti du FLN.

Et pour tout dire, en réponse à la position anti-libyenne de M. Chouchène Hama, il faut relever qu'aucun moudjahid de la glorieuse Révolution de 1^{er} Novembre 1954 n'accepte et ne supporte que des forces du Pacte de l'Otan bombardent et massacrent un peuple frère à qui nous unissons les liens étroits de nos traditions, de notre langue, de notre religion, de notre rite malékite et des frontières communes, allant jusqu'à utiliser et expérimenter, sur le sol et le peuple libyen frère, les armes les plus récentes comme les bombes à fragmentation et les fusées dites à munitions de béton armé.

Bouguettaya Sadek,
membre du comité central

Les propositions du Front de libération nationale (FLN) concernant la révision de la Constitution seront finalisées début juin, lors de la 4^e réunion du comité central du parti de Belkhadem.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Un document préliminaire sur l'approche du FLN concernant la révision de la Constitution sera soumis la semaine prochaine au bureau politique pour examen et débat.

Initié le 27 avril par le secrétaire général du FLN, Abdelaziz Belkhadem, un groupe de travail avait été chargé de formuler et maturer la position du parti concernant la révision du texte fondamental, annoncée précédemment par le chef de l'Etat.

Examinée dimanche, lors d'une réunion du bureau politique du FLN, les propositions d'amendement ont été enrichies, notamment par le

secrétaire général. Selon le chargé à l'information de ce parti, Aïssa Kassa, ces propositions ont été synthétisées dans un document préliminaire qui sera soumis la semaine prochaine au bureau politique.

De même, ces propositions ont été transmises aux membres du comité central.

Contacté, le chargé de l'information n'a pas voulu dévoiler la teneur de ces propositions, arguant qu'il reviendra aux instances dirigeantes du FLN de se prononcer, notamment le comité central qui tiendra une quatrième session les 2, 3 et 4 juin prochain et qui aura à examiner et finaliser ces propositions.

Selon M. Kassa, les propositions du FLN se veulent «utiles et importantes» dans la mesure où l'ancien parti unique est convaincu de l'importance d'une révision «profonde» de la Constitution actuelle, concernant notamment la définition du régime. En ce sens, les réformes

proposées par le parti devraient concerner plusieurs questions relatives aux libertés individuelles et collectives et à la consécration du principe de la séparation des pouvoirs. Dans une déclaration à l'APS, le chargé à l'information avait précisé que le FLN avait «suffisamment de temps» pour examiner tous les aspects proposés à l'amendement, d'autant que le dossier ne sera pas soumis avant le prochain mandat parlementaire.

Rappelons que le secrétaire général du FLN avait installé cinq commissions composées de cadres du parti et de constitutionnalistes et chargées de maturer les propositions du parti concernant la révision de la Constitution, la loi électorale, la loi sur les partis et les associations, et la loi sur l'information, outre l'élaboration de projets de loi sur l'incompatibilité avec le mandat parlementaire et la participation de la femme à la vie politique.

C. B.

KHALED BOUNEDJMA :

«Nous occuperons la rue cette fois-ci !»

Les enfants des chouchada comptent investir la rue dès le 22 mai prochain pour un sit-in illimité dans la durée, devant la présidence de la République. En tête de leurs revendications : «Le départ de l'actuel gouvernement qui piétine les instructions du chef de l'Etat et n'applique pas les lois de la République».

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Hier, le président de la Coordination nationale des enfants de chouchada (Cnec), Khaled Bounedjma, a tenu une conférence de presse au siège de la Maison de la presse Tahar-Djaout pour rendre compte des décisions de la conférence nationale de l'organisation, tenue samedi dernier à Jijel et qui a réuni plus de 1 000 adhérents parmi les enfants des mar-

tyrs de la Révolution de Novembre, venus de 42 wilayas.

Parmi les revendications de la Cnec, «l'intervention du président de la République — puisque, c'est à lui qu'ils s'adressent —, auprès du Parlement pour que cette institution promulgue une loi criminalisant le colonialisme français, exiger de la France des excuses officielles au peuple algérien

pour les crimes commis à son encontre». En tout cas, Bounedjma n'a ménagé personne, à l'exception, bien sûr, de l'armée, de Abdelaziz Bouteflika et d'Ahmed Ouyahia.

Et hormis les ministres de Bouteflika, accusés par Bounedjma d'être la cause principale de grogne sociale, c'était Ahmed Ben Bella qui a essuyé la foudre du président de la Cnec : «Ses dernières déclarations sont déplacées. Qu'il nous dise, lui, dans quel maquis a-t-il combattu le colonisateur français et où a-t-il tiré ses premiers coups de feu. Nous, enfants des martyrs de la Révolution, nous nous recueillons à la mémoire d'Abane Ramdane. Nous

comprenons maintenant pourquoi il avait interdit à ces gens-là d'assister au Congrès de la Soummam. Simplement parce qu'il connaissait leurs intentions».

Bref, à la fin de son réquisitoire contre le gouvernement, Bounedjma a invité tous les enfants de chouchada à prendre part à ce rassemblement.

Et de rappeler que la Cnec fut la première organisation à soutenir le programme du Président et à faire sa promotion.

Or, regrette-t-il, elle est maintenant exclue des discussions sur les réformes politiques engagées par Bouteflika.

L. H.